

Curriculum vitae

Gilles Dedessus-Le-Moustier

ETAT CIVIL

DEDESSUS-LE-MOUSTIER Gilles

Né le 14 janvier 1965 à Compiègne (Oise)

Nationalité française

Marié, deux enfants



Téléphone professionnel : 02 23 23 77 29

Adresses électroniques : gilles.dedessus-le-moustier@univ-rennes1.fr

DIPLOMES UNIVERSITAIRES

1995 **Habilitation à diriger des recherches – Université de Rennes 1**

1994 **Doctorat de droit privé de l'Université de Rennes 1**

Directeur de thèse : M. le Doyen Henry BLAISE

Sujet : L'amnistie en droit du travail

Mention obtenue : Très honorable avec félicitations

Prix de thèse de Droit social 1995 de l'Union des Industries Métallurgiques et Minières

1990 **DEA de Droit privé, mention Droit social**

FONCTIONS UNIVERSITAIRES

Depuis 2010

Maître de conférences de droit privé –
Faculté de droit et de science politique,
Université de Rennes 1

1996-2010

Maître de conférences de droit privé –
UFR Droit, Sciences Economiques et
Gestion – Université de Bretagne-Sud

1993-1995

Attaché Temporaire d’Enseignement et
de Recherche (ATER) – Faculté de droit
et de science politique, Université de
Rennes 1

1. CURRICULUM VITAE

1.1. CURSUS ET TITRES UNIVERSITAIRES

22 Septembre 1995

Obtention de **l'Habilitation à diriger des recherches**

Jury :

Président : **M. Henry Blaise**, Professeur émérite à la Faculté de droit et de science politique de l'Université de Rennes I, Doyen honoraire

Membres :

M. Alain Supiot, Professeur à la Faculté de droit et des sciences politiques de l'Université de Nantes

M. Patrick Chaumette, Professeur à la Faculté de droit et des sciences politiques de l'Université de Nantes

M. Reynald Ottenhof, Professeur à la Faculté de droit et des sciences politiques de l'Université de Nantes

Mlle Marion Del Sol, Maître de conférences à la Faculté de droit et de science politique de l'Université de Rennes I

19 Septembre 1994

Thèse de Doctorat de droit privé de l'Université de Rennes I

Sujet : L'amnistie en droit du travail

Mention obtenue : **Très honorable avec félicitations**

Jury :

Président : **M. Henry Blaise**, Professeur émérite à la Faculté de droit et de science politique de l'Université de Rennes I, Doyen honoraire

Membres :

M. Alain Supiot, Professeur à la Faculté de droit et des sciences politiques de l'Université de Nantes

M. Reynald Ottenhof, Professeur à la Faculté de droit de l'Université de Pau et des Pays de l'Adour

M. Jean-Yves Chevallier, Professeur à la Faculté de droit et de science politique de l'Université de Rennes I

Prix de thèse de Droit Social 1995 de l'Union des Industries Métallurgiques et Minières

Jury :

M. Gérard Couturier, Professeur à l'Université de Paris I – Panthéon-Sorbonne

M. Philippe Langlois, Professeur à l'Université de Paris X – Nanterre

M. Bernard Teyssié, Professeur à l'Université de Paris II – Panthéon-Assas

Publication : Presses Universitaires du Septentrion

Septembre 1990

DEA de Droit privé mention Droit Social

Sous la direction de **Monsieur Henry Blaise**,

Professeur à la Faculté de droit et de science politique de l'Université de Rennes I

1.2. SITUATION PROFESSIONNELLE

Maître de conférences de droit privé (depuis le 1^{er} septembre 2010) – Hors classe, 5^{ème} échelon
Faculté de droit et de science politique de Rennes

Membre du laboratoire IODE (Institut de l'Ouest : Droit et Europe – UMR CNRS 6262), Université de Rennes 1

2. ACTIVITES DE RECHERCHE

PUBLICATIONS

▪ OUVRAGES

- **Droit du travail**
Manuel – Collection « Panorama du droit »
Editions Studyrama, 377 p
Octobre 2014
- **L’annistie en droit du travail**
Presses Universitaires du Septentrion, 1997, 524p

▪ CHAPITRES D’OUVRAGES COLLECTIFS

- **Le traitement juridique de l’inaptitude en droit du travail et en droit de la fonction publique**, *in Maintien dans l’emploi et santé : inégalités et démedicalisation* Avec N.Dedessus-Le-Moustier, Maître de conférences à l’Université de Bretagne-Sud et sous la direction de M.Del Sol, Professeur à l’Université de Rennes 1
Editions Octarès, Mai 2015
- **TIC, santé et sécurité au travail**, *in la santé au travail à l’épreuve des nouveaux risques* Sous la direction de F.Douguet et N.Dedessus-Le-Moustier, Maîtres de conférences à l’Université de Bretagne-Sud, LESTIC-IREA (EA 4251)
Editions Lavoisier, pp.53-64, Avril 2010

- **Expulsion**

Dictionnaire de l'habitat et du logement

Sous la direction de M.Segaud (Professeur de sociologie à l'Université du Littoral-Côte d'Opale), J.Brun (Professeur de géographie à l'Université de Paris I Panthéon Sorbonne) et J-Cl.Driant (Maître de conférences à l'Institut d'Urbanisme de Paris – Université de Paris XII), Groupement d'Intérêt Scientifique « Réseau Socio-économie de l'habitat »

Editions A.Colin. 2002

- **ARTICLES**

- **La prévention des risques professionnels pour les gardiens et concierges d'immeubles**

Informations rapides de la Copropriété – 4 octobre 2016, n°618

- **Licenciements et cession : de la préparation à l'exécution**

Actes de colloque – 16^{ème} Congrès national des administrateurs judiciaires et des mandataires judiciaires – La Colle-sur-Loup – 18 et 19 juin 2015

Petites affiches – 28-29 mars 2016, p16

- **Variations sur l'imputation de responsabilité dans les groupes de sociétés**

Aspects de droit du travail

Revue Droit&Affaires 2015, p53

- **L'évaluation des salariés, enjeux et perspectives**

Revue Juridique de l'Ouest 03/2010, p297

- **La prévention des risques professionnels**

Revue Juridique de l'Ouest 03/2004, p321

- **L'obligation de renseignement du tiers saisi dans la saisie-attribution**

La Semaine juridique Edition générale 1998, I, 106

Edition entreprise et affaires 1998, p.361

- **La nullité du plan social**

Revue Diplôme 1997, Editions Lamy, n°20, p.16

- **Le principe du contradictoire**
Revue Diplôme 1997, Editions Lamy, n°19, p.16
- **La vidéosurveillance dans l'entreprise**
Revue Diplôme 1996, Editions Lamy, n°13, p.14
- **La loi du 3 août 1995 portant amnistie et le droit du travail**
Revue Droit Social 1995, p.861
- **La saisie-vente des droits d'associés et des valeurs mobilières**
Revue Juridique de l'Ouest 1994/4 et 1995/1

- **COMMENTAIRES D'ARRET – OBSERVATIONS SOUS ARRET**
 - **Précisions sur les modalités de détermination des établissements distincts**
Observations sous Cass.soc, 17 avril 2019, n°18-22.948
JCP éd.G, n°18 – 6 mai 2019, 483
 - **La protection des victimes d'accidents du travail en cas de transfert conventionnel des contrats**
Observations sous Cass.soc, 20 mars 2019, n°18-40.048
JCP éd.G, n°14– 8 avril 2019, 368
 - **PSE : exclusion de la société financière de gestion du périmètre du groupe de sociétés**
Observations sous Cass.soc 20 mars 2019, n°17-19.595
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er} mai 2019, n°5, p7
 - **Contrôle du respect de l'obligation de recherche d'un repreneur : incompétence du juge judiciaire**
Observations sous Cass.soc 16 janvier 2019, n°17.20.969
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er} avril 2019, n°4, p7
 - **PSE : validité de la décision d'homologation en l'absence de consultation du CHSCT**
Observations sous CE, 13 février 2019, n°40.4556

L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er} avril 2019, n°4, p7

- **Sanctions des irrégularités du PSE en cas de redressement ou liquidation judiciaire**
Observations sous Cass.soc., 19 décembre 2018, n°17-26.132
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er} mars 2019, n°3, p7
- **Expiration de la période de protection du salarié titulaire d'un mandat représentatif en cas de liquidation judiciaire de l'association**
Observations sous Cass.soc., 19 décembre 2018, n°17-15503
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er} mars 2019, n°3, p6
- **Conventionnalité des dispositions relatives à la représentation équilibrée des femmes et des hommes**
Observations sous Cass.soc, 13 février 2019, n°18-17.042
JCP éd.G, n°9-10 – 4 mars 2019, 239
- **Requalification en salariat de la relation entre un coursier livreur et une plateforme numérique**
Observations sous Cass.soc., 28 novembre 2018, n°17-20079
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er} février 2019, n°2, p7
- **Consultation du comité d'entreprise d'une société filiale en cas d'OPA sur la société-mère**
Note de jurisprudence sous Cass.soc, 19 décembre 2018, n°18-14.520
JCP éd.G, n°7 – 18 février 2019, 170
- **Appréciation par le juge judiciaire du respect de l'obligation de reclassement en matière de PSE**
Observations sous Cass.soc, 21 novembre 2018, n°17-16.466, n°17-16.767
JCP éd.G, n°50 – 10 décembre 2018, 1305
- **Liquidation judiciaire : conséquence de la nullité du contrat de travail conclu pendant la période suspecte**
Observations sous Cass.soc., 21 novembre 2018, n°17-26.810
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er} janvier 2019, n°1, p6

- **Les effets de la nullité d'un PDV sur les conventions individuelles de rupture**
Observations sous Cass.soc., 17 octobre 2018, n°17-16.869
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er} décembre 2018, n°11, p6
- **Les règles spécifiques du PSE sans catégories professionnelles ni ordre des licenciements**
Observations sous CE, 4^o et 1^{ère} ch., 10 octobre 2018, n°395280
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er} décembre 2018, n°11, p6
- **Absence de transfert du règlement intérieur en cas de transfert d'entreprise**
Observations sous Cass.soc, 17 octobre 2018, n°17-16.465
JCP éd.G, n°46 – 12 novembre 2018, 1179
- **Respect du principe de la séparation des pouvoirs en cas de licenciement collectif pour motif économique de salariés protégés**
Observations sous Cass.soc., 20 septembre 2018, n°17-11.602
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er} novembre 2018, n°10, p7
- **Cons.const., 7 septembre 2018, n°2018-729 QPC**
Observations sous Cons.const., 7 septembre 2018, n°2018-729 QPC
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er} novembre 2018, n°10, p6
- **Exclusion du droit à réintégration du salarié protégé en cas de résiliation judiciaire du contrat de travail**
Observations sous Cass.soc, 3 octobre 2018, n°16-19.836
JCP éd.G, n°43 – 22 octobre 2018, 1114
- **Modification du contrat de travail pour motif économique suite à un transfert d'entreprise après adoption d'un plan de cession**
Observations sous Cass.soc, 11 juillet 2018, n°17-12.747
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er} Octobre 2018, n°9, p6

- **Compétence du TGI en cas de mise en cause par les salariés de la responsabilité extra-contractuelle de la société mère, tiers au contrat de travail**
Observations sous Cass.soc, 13 juin 2018, n°16-25.873
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er} Septembre 2018, n°8, p7
- **Exclusion de la garantie AGS en cas de dissolution anticipée d'une société civile pour mésentente entre associés**
Observations sous Cass.soc, 16 mai 2018, n°16-25.898
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er} Juillet 2018, n°7, p7
- **Contrôle du motif économique de licenciement en présence d'une ordonnance du juge-commissaire**
Observations sous Cass.soc, 4 juillet 2018, n°16-27.922
JCP éd.G, n°30-35 – 23 juillet 2018, 861
- **Précisions quant à la responsabilité civile délictuelle de la société mère**
Observations sous Cass.soc, 24 mai 2018, n°16-22.881, n°16-18.621 et n°17-15.630
JCP éd.G, n°24 – 11 juin 2018, 672
- **Cessation partielle d'activité et motif économique de licenciement**
Observations sous Cass.soc, 11 avril 2018, n°16-27.891
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er} Juin 2018, n°6, p7
- **Compétence et office du juge prud'homal en cas d'indemnisation du manquement de l'employeur à son obligation de sécurité**
Observations sous Cass.soc, 3 mai 2018, n°16-26.850 et n°17-10.306
JCP éd.G, n°22 – 28 mai 2018, 607
- **PSE : compétence exclusive de la Direccte et du juge administratif en cas de défaut de transmission au CE et à l'expert-comptable de documents utiles**
Observations sous Cass.soc, 28 mars 2018, n°15-21.372
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er} Mai 2018, n°5, p7
- **Exclusion de la garantie AGS en cas de procédures collectives**
Observations sous Cass.soc, 28 mars 2018, n°16-19.086

L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Mai 2018, n°5, p6

- **Consultations économiques récurrentes du CE : inopposabilité des délais préfix en l'absence de base de données économiques et sociales**
Observations sous Cass.soc, 28 mars 2018, n°17-13.081
JCP éd.G, n°16 – 16 avril 2018, 462
- **Détermination de la qualité à agir de l'entreprise utilisatrice**
Observations sous Cass.civ. 2^{ème}, 15 mars 2018, n°16-19.043
JCP éd.G, n°14 – 2 avril 2018, 394
- **Garantie AGS et licenciement d'un salarié protégé**
Observations sous Cass.soc, 13 décembre 2017, n°16-21.773
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Avril 2018, n°4, p1
- **Contestation du relevé des créances salariales : absence d'exigence de motivation de la demande de relevé de forclusion du salarié**
Observations sous Cass.soc, 24 janvier 2018, n°16-16.503
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Avril 2018, n°4, p7
- **L'assouplissement de la jurisprudence relative aux CDD de remplacement**
Observations sous Cass.soc, 14 février 2018, n°16-17.966
JCP éd.G, n°11 – 12 mars 2018, 280
- **Compétence du juge des référés et portabilité des garanties de protection sociale complémentaire**
Observations sous Cass.civ 2^{ème}, 18 janvier 2018, n°17-10.636
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Mars 2018, n°3, p6
- **Détermination de la garantie de l'AGS en cas de rupture du contrat de travail d'un salarié protégé**
Observations sous Cass.soc, 13 décembre 2017, n°16-21.773
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Mars 2018, n°3, p7
- **L'abandon définitif de la jurisprudence Framatome-Majorette**
Observations sous Cass.soc 24 janvier 2018, n°16-22.940
JCP éd.G, n°8 – 19 février 2018, 208

- **AGS : créances garanties razione temporis en cas de liquidation judiciaire**
Observations sous Cass.soc, 26 octobre 2017, n°16-22.468
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Février 2018, n°2, p7
- **Liquidation judiciaire sans poursuite d'activité et impossibilité de reclassement du salarié inapte**
Observations sous Cass.soc, 4 octobre 2017, n°16-16.441
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Février 2018, n°2, p6
- **Champ d'application de la procédure de modification du contrat de travail pour motif économique**
Observations sous Cass.soc, 13 septembre 2017, n°15-28.569
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Janvier 2018, n°1, p7
- **Précisions relatives aux modalités de calcul des indemnités prévues par le PSE**
Observations sous Cass.soc, 7 septembre 2017, n°16-12.473
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Janvier 2018, n°1, p6
- **Respect du principe d'égalité de traitement en présence d'un protocole de fin de conflit**
Observations sous Cass.soc 13 décembre 2017, n°16-12.397
JCP éd.G, n°1-2 – 8 janvier 2018, 14
- **Action en revendication ou en contestation du transfert d'un contrat de travail : un droit exclusivement attaché à la personne du salarié**
Observations sous Cass.soc, 12 juillet 2017, n°16-10460
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Décembre 2017, n°11, p7
- **Avis de la Cour de cassation sur la portabilité des couvertures de frais de santé et de prévoyance en cas de liquidation judiciaire**
Observations sous Cass.avis, 6 novembre 2017, n°17013 à 17017
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Décembre 2017, n°11, p6

- **Licenciement collectif pour motif économique : sanction des irrégularités commises lors de la procédure de consultation des représentants du personnel**
Observations sous Cass.soc, 14 juin 2017, n°16-16.001
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Novembre 2017, n°10, p7
- **Inapplication des critères d'ordre des licenciements en cas de plan de départs volontaires**
Observations sous Cass.soc, 1er juin 2017, n°16-15.456
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Octobre 2017, n°09, p7
- **Protection des droits des salariés en cas de transfert d'entreprise dans le cadre d'un *pre-pack* cession**
Observations sous CJUE, 22 juin 2017, n°C-126/16
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Octobre 2017, n°09, p6
- **Tierce opposition et contestation des relevés des créances salariales**
Observations sous Cass.soc, 17 mai 2017, n°14-28820
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Septembre 2017, n°08, p7
- **L'appréciation du caractère majoritaire de l'accord relatif au PSE en présence d'un syndicat catégoriel**
Observations sous CE, 5 mai 2017, n°389620
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Septembre 2017, n°08, p6
- **Impossibilité de stipuler une clause d'indivisibilité dans un CDD**
Observations sous Cass.soc 5 juillet 2017, n°16-17.690
JCP éd.G, n°30-35 – 24 juillet 2017, 868
- **Transfert du contrat de travail d'un salarié protégé au sein d'une UES**
Observations sous Cass.soc, 23 mars 2017, n°15-24.005
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Juillet 2017, n°07, p6
- **Précisions sur l'intensité du contrôle juridictionnel de l'homologation ou de la validation du PSE**
Observations sous CE, 15 mars 2017, n°387728

L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Juillet 2017, n°07, p6

- **Groupe de sociétés : maintien de la conception restrictive du coemploi**
Observations sous Cass.soc 7 mars 2017, n°15-16.865
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Juin 2017, n°06, p6
- **De quelques précisions en matière de contentieux administratif des PSE**
Observations sous CAA Versailles 22 février 2017, n°16VE03398
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Juin 2017, n°06, p6
- **Frais d'expertise du CHSCT : confirmation de jurisprudence**
Observations sous Cass.soc 31 mai 2017, n°16-16.949
JCP éd.G, n°25 – 19 juin 2017, 700
- **Le licenciement pour motif économique par un syndicat de copropriétaires**
Observations sous Cass.soc 1^{er} février 2017, n°15-26.853
Annales des Loyers, 14 avril 2017.
- **Précisions relatives à l'application des critères d'ordre des licenciements au niveau des zones d'emploi**
Observations sous TA Cergy-Pontoise 16 janvier 2017, n°1609820
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Mai 2017, n°05, p7
- **De la compétence du juge administratif en cas de transfert des contrats de travail à une personne publique**
Observations sous T.confl. 9 janvier 2017, n°C4073
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Mai 2017, n°05, p7
- **De quelques confirmations relatives à la portabilité des couvertures de frais de santé et de prévoyance dans le cadre d'une liquidation judiciaire**
Observations sous CA Lyon 21 février 2017, n°15-06.038
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Avril 2017, n°04, p7

- **Précisions sur l’articulation des règlements européens Insolvabilité et Bruxelles I**
Observations sous Cass.soc 10 janvier 2017, n°156-12.284
L’ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Avril 2017, n°04, p6
- **Contingent d’heures supplémentaires : application du principe de subsidiarité aux accords de branche antérieurs à la loi du 20 août 2008**
Observations sous Cass.soc 1^{er} mars 2017, n°16-10.047
JCP éd.G, n°11 – 13 mars 2017, 282
- **Confirmation de la conception restrictive de la faute lourde motivant le licenciement**
Observations sous Cass.soc 8 février 2017, n°15-21.064
JCP éd.G, n°9 – 27 février 2017, 209
- **Absence de droit propre de l’AGS à agir en reconnaissance d’un transfert des contrats de travail**
Observations sous Cass.soc 8 décembre 2016, n°14-28.401
L’ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Mars 2017, n°03, p7
- **PSE et désignation de l’expert-comptable assistant le CE**
Observations sous CE 23 novembre 2016, n°388855
L’ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Mars 2017, n°03, p7
- **Contrat de sécurisation professionnelle : respect par l’employeur de l’obligation d’informer préalablement le salarié du motif économique de la rupture**
Observations sous Cass.soc 16 novembre 2016, n°15-12293
L’ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Février 2017, n°02, p7
- **Absence de cause du contrat de sécurisation professionnelle et droit à l’indemnité de préavis**
Observations sous Cass.soc 16 novembre 2016, n°15-17449
L’ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Février 2017, n°02, p7

- **CHSCT : précision inédite relative aux modalités d'élection par scrutins séparés**
Observations sous Cass.soc 18 janvier 2017, n°15-27.730
JCP éd.G, n°6 – 6 février 2017, 145
- **Contrôle du juge administratif en matière de plan de sauvegarde de l'emploi : en quête du véritable employeur ?**
Note sous CE, 17 octobre 2016, n°386306
Bulletin Joly Sociétés, Janvier 2017, p45
- **Conformité à la Constitution du plancher de six mois de dommages-intérêts pour licenciement sans cause réelle et sérieuse**
Observations sous Cons.const. 13 octobre 2016, n°2016-582, QPC
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Janvier 2017, n°01, p7
- **Précisions de la Cour de cassation en matière de délai de consultation du CE**
Observations sous Cass.soc 21 septembre 2016, n°15-13.363 et n°15-19.003
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Décembre 2016, n°11, p6
- **La portabilité des couvertures de frais de santé et de prévoyance dans le cadre d'une liquidation judiciaire**
Observations sous CA Paris 13 septembre 2016, n°15/17810
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Décembre 2016, n°11, p7
- **Licenciement pour motif économique : précisions sur le périmètre du groupe**
Observations sous Cass.soc 16 novembre 2016, n°14-30.063, n°15-19.927, n°15-15.190
JCP éd.G, n°49 – 5 décembre 2016, 1319
- **Contrôle du plan de sauvegarde de l'emploi – Quelques confirmations**
Note sous CE, 4^o et 5^o ch., 13 juillet 2016, n°387448
Revue de Droit du Travail n°11, novembre 2016, p706
- **Conséquences du défaut de fixation des modalités de suivi de la mise en œuvre des mesures de reclassement par le CE**
Observations sous CAA Paris 4 août 2016, n°16PA01718

L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Novembre 2016, n°10, p7

- **Validité de l'homologation du PSE en cas de recours au congé de reclassement au lieu du CSP**
Observations sous CE 29 juin 2016, n°389278
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Novembre 2016, n°10, p6
- **Affaire Continental : maintien de la conception restrictive du coemploi**
Observations sous Cass.soc., 6 juillet 2016, n°14-27266
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Octobre 2016, n°9, p6
- **Plan de cession : reprise par le cessionnaire des droits attachés aux contrats de travail transférés**
Observations sous Cass.soc., 30 juin 2016, n°14-26.172
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Octobre 2016, n°9, p7
- **Licenciement et maternité : exclusion de tout report de la période de protection « relative » en dehors de la prise de congés payés**
Observations sous Cass.soc 14 septembre 2016, n°15-15.943
JCP éd.G, n°26 – 3 octobre 2016, 1046
- **Conditions de saisine des commissions paritaires de l'emploi : exclusion d'une application autonome de l'ANI du 10 février 2016**
Observations sous Cass.soc 11 juillet 2016, n°15-12.752
JCP éd.G, n°26 – 5 septembre 2016, 925
- **Recours à la méthode du faisceau d'indices pour l'appréciation des mesures de reclassement au regard des moyens du groupe**
Observations sous CE 30 mai 2016, n°384114
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Septembre 2016, n°8, p7
- **Confirmation de l'exigence du contrôle de la qualité des signataires en présence d'un PSE négocié**
Observations sous CE 30 mai 2016, n°385730
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Septembre 2016, n°8, p7

- **Rappel de la conception stricte de la notion de créance alimentaire en droit des procédures collectives**
Observations sous Cass.com 3 mai 2016, n°14-24855
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Juillet 2016, n°7, p7
- **Du contrôle du juge administratif en matière de plan de sauvegarde de l'emploi**
Observations sous CAA Paris 14 avril 2016, n°16PA00295
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Juillet 2016, n°7, p6
- **Mutations intra-groupe : inapplicabilité du régime de la rupture conventionnelle à la convention tripartite organisant la poursuite du contrat de travail**
Observations sous Cass.soc 8 juin 2016, n°15-17.555
JCP éd.G, n°26 – 27 juin 2016, 750
- **Illicéité de la clause de non-concurrence : abandon de la notion de préjudice nécessaire**
Observations sous Cass.soc 25 mai 2016, n°14-20.578
JCP éd.G, n°24 – 13 juin 2016, 684
- **Sanctions d'une absence irrégulière de représentants du personnel dans le cadre d'une procédure de licenciement individuel pour motif économique**
Observations sous Cass.soc 19 mai 2016, n°14-10.251
JCP éd.G, n°23 – 6 juin 2016, 661
- **Licenciement pour faute grave sans autorisation de l'administrateur judiciaire et conséquence de l'absence de qualification d'acte de gestion courante**
Observations sous CA Versailles 15 mars 2016, n°15/01342
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Juin 2016, n°6, p6
- **Contestation de la cause réelle et sérieuse du licenciement pour motif économique en présence d'un jugement de liquidation judiciaire**
Observations sous CA Versailles 11 février 2016, n°14/04836
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Juin 2016, n°6, p6

- **Contenu de la motivation de la lettre de licenciement pour motif économique et office du juge**
Observations sous Cass.soc 3 mai 2016, n°15-11.046
JCP éd.G, n°22 – 30 mai 2016, 617
- **Définition pragmatique du groupe comme cadre de l'obligation de reclassement des salariés licenciés pour motif économique**
Observations sous CE 9 mars 2016, n°384175
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Mai 2016, n°5, p6
- **Refus de transmission au Conseil constitutionnel d'une QPC relative à l'obligation de réintégration ou d'indemnisation du salarié en cas d'annulation de l'homologation du PSE**
Observations sous Cass.soc 24 mars 2016, n°16-40010, FS-PB
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Mai 2016, n°5, p6
- **Exigence de loyauté et respect des droits du salarié en cas de licenciement pour motif personnel**
Observations sous Cass.soc 6 avril 2016, n°14-23.198
JCP éd.G, n°17 – 25 avril 2016, 498
- **Respect des obligations pesant sur le liquidateur lors de l'élaboration du PSE**
Observations sous CAA Versailles 2 décembre 2015, n°15VE02855
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Avril 2016, n°4, p7
- **Conséquences du défaut de mention de l'un des mandats détenus par le salarié dans la demande d'autorisation de licenciement**
Observations sous Cass.soc 3 février 2016, n°14-17.886
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Avril 2016, n°4, p7
- **Non-renvoi de la QPC relative à l'obligation de réintégration ou d'indemnisation du salarié en cas d'annulation de l'homologation du PSE**
Observations sous Cass.soc 24 mars 2016, n°14-22.950, n°16-40.010
QPC
JCP éd.G, n°15 – 11 avril 2016, 432

- **Appréciation de la régularité de l'ordonnance du juge-commissaire en cas de licenciement de salariés protégés**
Observations sous Cass.soc 23 mars 2016, n°14-22.950, n°14-22.960, n°14-22.961, n°14-22.963
JCP éd.G, n°14 – 4 avril 2016, 407
- **Amiante : nouvelles précisions relatives à la garantie du préjudice d'anxiété par l'AGS**
Observations sous Cass.soc 27 janvier 2016, n°15-10.640
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er} Mars 2016, n°3, p7
- **Absence de violation du statut protecteur en cas de défaut de mention de l'un des mandats détenus par le salarié dans la demande d'autorisation de licenciement**
Observations sous Cass.soc 3 février 2016, n°14-17.886
JCP éd.G, n°8 – 22 février 2016, 225
- **Rupture conventionnelle : nouvelles précisions de la Cour de cassation relatives à l'homologation de la convention de rupture**
Observations sous Cass.soc 14 janvier 2016, n°14-26.220
JCP éd.G, n°5 – 1^{er} février 2016, 125
- **Salarié protégé : possibilité pour l'employeur de licencier sans autorisation de l'inspecteur du travail en cas d'expiration de la période de protection légale durant la phase d'instruction de la demande**
Observations sous Cass.soc 6 janvier 2016, n°14-12.717
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er} Février 2016, n°2, p6
- **Contrôle administratif du PSE d'une société en liquidation judiciaire**
Observations sous CAA Bordeaux 23 novembre 2015, n°15BX02968
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er} Février 2016, n°2, p7
- **Les conséquences de la modification du périmètre électoral sur la désignation d'un représentant de section syndicale**
Observations sous Cass.soc 6 janvier 2016, n°15-60.138
JCP éd.G, n°4 – 25 janvier 2016, 87
- **Conclusion d'un CDD sans autorisation de l'administrateur judiciaire et qualification d'acte de gestion courante**

Observations sous Cass.soc 26 novembre 2015, n°14-19.680
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Janvier 2016, n°1, p7

- **Garantie AGS et résiliation judiciaire du contrat de travail**
Observations sous Cass.soc 26 novembre 2015, n°14-19.263
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Janvier 2016, n°1, p7
- **Liquidation judiciaire et PSE : conséquences du refus de prise en charge par l'administrateur judiciaire d'une mesure d'expertise-comptable**
Observations sous CE 21 octobre 2015, n°382633
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Décembre 2015, n°11, p6
- **Absence de qualité à agir du CHSCT en contestation d'une décision d'homologation ou de validation d'un PSE**
Observations sous CE 21 octobre 2015, n°386123
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Décembre 2015, n°11, p7
- **Contrôle de la Direccte sur la définition des catégories professionnelles dans le PSE**
Observations sous CAA Versailles 8 octobre 2015, n°15VE02312
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Décembre 2015, n°11, p7
- **Précisions sur le régime indemnitaire de la prise d'acte de la rupture du contrat de travail par un salarié protégé**
Observations sous Cass.soc 12 novembre 2015, n°14-16.369
JCP éd.G, n°49 – 30 novembre 2015, 1323
- **Reconnaissance du coemploi et respect du principe de séparation des pouvoirs**
Observations sous Cass.soc 30 septembre 2015, n°13-27.872
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Novembre 2015, n°10, p7
- **Prise en charge par l'AGS des créances salariales dans le cadre d'une procédure de sauvegarde**
Observations sous Cass.soc 22 septembre 2015, n°14-17.837

L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Novembre 2015, n°10, p7

- **Situation de coemploi et respect du principe de séparation des pouvoirs**
Observations sous Cass.soc 30 septembre 2015, n°13-27.872
JCP éd.G, n°43 – 19 octobre 2015, 1141
- **Date d'appréciation de l'effectif d'une entreprise en redressement judiciaire en présence d'un plan de cession prévoyant des licenciements pour motif économique**
Note sous Cass.soc 19 mai 2015, n°13-26.677
Revue de Droit du Travail n°10, Octobre 2015, p610
- **Compétence juridictionnelle en cas de transfert d'une entité économique du secteur privé au secteur public**
Observations sous Cass.soc 22 septembre 2015, n°13-26.032
JCP éd.G, n°42 – 12 octobre 2015, 1096
- **Mise en cause des organes de la procédure collective et de l'AGS dans les instances prud'homales en cours**
Observations sous Cass.soc 1^{er} juillet 2015, n°14-12.980
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Septembre 2015, n°8, p6
- **Succession d'employeurs et effets de la reprise d'ancienneté sur l'indemnisation du licenciement**
Observations sous Cass.soc 10 juin 2015, n°13-27.144
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Septembre 2015, n°8, p7
- **Détermination du régime juridique applicable au PSE volontairement mis en place par l'employeur**
Observations sous Cass.soc 10 juin 2015, n°14-10031
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Septembre 2015, n°8, p7
- **Licenciement pour motif économique d'un salarié protégé en cas de cessation d'activité de l'entreprise appartenant à un groupe**
Observations sous CE 22 mai 2015, n°375897
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Juillet 2015, n°7, p7

- **Licenciement d'un salarié protégé fondé sur la cessation d'activité de l'entreprise consécutive au prononcé de la liquidation judiciaire de la société employeur**
Observations sous CE 22 mai 2015, n°371061
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Juillet 2015, n°7, p7
- **Date d'appréciation de l'effectif d'une entreprise en redressement judiciaire pour la mise en œuvre d'un PSE**
Observations sous Cass.soc 19 mai 2015, n°13-26.669
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Juillet 2015, n°7, p6
- **Indemnité de rupture conventionnelle : effacement du régime dérogatoire des journalistes**
Observations sous Cass.soc 3 juin 2015, n°13-26.799
JCP éd.G, n°25 – 22 juin 2015, 726
- **Précisions quant aux critères de reconnaissance d'une UES**
Observations sous Cass.soc 15 avril 2015, n°13-24.253
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Juin 2015, n°6, p6
- **Cession d'une branche d'activité d'un groupe et article L.1224-1 du Code du travail**
Observations sous Cass.soc 15 avril 2015, n°13-27.520
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Juin 2015, n°6, p7
- **Conflit de lois dans le temps et nouveaux plafonds de garantie de l'AGS**
Observations sous Cass.soc 31 mars 2015, n°13-22.901
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Juin 2015, n°6, p7
- **Liquidation judiciaire : consultation des délégués du personnel sur le reclassement du salarié déclaré inapte**
Observations sous Cass.soc 25 mars 2015, n°13-28.229
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Mai 2015, n°5, p7
- **Amiante : précisions relatives à la garantie du préjudice d'anxiété par l'AGS**

Observations sous Cass.soc 25 mars 2015, n°13-21.716
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Mai 2015, n°5, p7

- **Plan de sauvegarde de l'emploi : distinction entre l'injonction et les observations spontanées**
Observations sous CAA Versailles 3 février 2015, n°14VE03183
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Mai 2015, n°5, p7
- **La compétence de la formation de référé du conseil de prud'hommes en matière de litige relatif au relevé de créances salariales**
Observations sous Cass.soc 3 mars 2015, n°13-22.411
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Avril 2015, n°4, p6
- **Les limites du contrôle de l'inspection du travail dans le cadre de l'autorisation de licenciement d'un salarié protégé**
Observations sous CE 25 février 2015, n°375590
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Avril 2015, n°4, p7
- **L'accord majoritaire relatif au PSE : un accord dérogatoire au droit commun des accords d'entreprise**
Observations sous CAA Versailles 19 février 2015, n°14VE03321
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Avril 2015, n°4, p7
- **Coemploi et faute inexcusable**
Note sous Cass.civ 2^{ème}, 22 janvier 2015, n°13-28.414
Bulletin Joly Sociétés, Avril 2015
- **Détermination de la juridiction territorialement compétente en cas de coemploi international**
Observations sous Cass.soc 28 janvier 2015, n°13-22.994
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Mars 2015, n°3, p6
- **Maintien de l'obligation de non-concurrence malgré la liquidation de l'entreprise**
Observations sous Cass.soc 21 janvier 2015, n°13-26.374
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Mars 2015, n°3, p7

- **Cadre d'appréciation du contenu du PSE d'une société filiale en liquidation judiciaire**
Observations sous TA Rennes 12 décembre 2014, n°1404182
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Mars 2015, n°3, p7
- **Refus de transmission au Conseil constitutionnel d'une QPC relative au plafonnement de la garantie des créances par l'AGS**
Observations sous Cass.soc 18 décembre 2014, n°14-40043
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Février 2015, n°2, p6
- **Contentieux *Normed* : confirmation de la naissance du préjudice d'anxiété des salariés victimes de l'amiante après l'ouverture de la procédure collective**
Observations sous Cass.soc 17 décembre 2014, n°13-21.254
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Février 2015, n°2, p7
- **Détermination du périmètre d'appréciation de la réalité et du sérieux des difficultés économiques d'une société placée en redressement judiciaire puis en liquidation judiciaire**
Observations sous Cass.soc 17 décembre 2014, n°13-21.205
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Février 2015, n°2, p7
- **Liquidation judiciaire et inaptitude du salarié**
Observations sous Cass.soc 9 décembre 2014, n°13-12.535
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Janvier 2015, n°1, p6
- **Naissance du préjudice d'anxiété des salariés victimes de l'amiante après l'ouverture de la procédure collective**
Observations sous Cass.soc 19 novembre 2014, n°13-18.413
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Janvier 2015, n°1, p7
- **Action en réparation du préjudice d'anxiété des salariés victimes de l'amiante : point de départ de la prescription**
Observations sous Cass.soc 19 novembre 2014, n°13-19.263
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Janvier 2015, n°1, p7

- **Validité de l'indemnité contractuelle de licenciement souscrite par le débiteur dessaisi au cours de la période d'observation de la procédure de RJ**
Observations sous Cass.soc 5 novembre 2014, n°13-19.662
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Décembre 2014, n°11, p7
- **L'absence de saisine de la commission paritaire de l'emploi à l'occasion du reclassement d'un salarié licencié pour motif économique**
Observations sous Cass.soc 22 octobre 2014, n°13-20.403
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Décembre 2014, n°11, p7
- **La mise en jeu de la responsabilité civile délictuelle de l'administrateur judiciaire en cas de manquement aux obligations de reclassement**
Observations sous TGI Paris 4 septembre 2014, n°12/14423
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Novembre 2014, n°10, p7
- **Etendue de la garantie du préjudice d'anxiété par l'AGS**
Observations sous Cass.soc 2 juillet 2014, n°12-29.788
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Octobre 2014, n°9, p7
- **Détermination du montant maximum de la garantie de l'AGS**
Observations sous Cass.soc 2 juillet 2014, n°13-11.948
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Octobre 2014, n°9, p6
- **De l'obligation de reclassement dans le cadre d'un plan de cession**
Observations sous CE 2 juillet 2014, n°36.1502
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Octobre 2014, n°9, p6
- **La mise en jeu de la responsabilité délictuelle de la société mère en raison de la perte des emplois des salariés licenciés par la société filiale**
Observations sous Cass.soc 8 juillet 2014, n°13-15.573 et n°13-15.845
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Septembre 2014, n°8, p7

- **L'impossibilité d'attribuer la qualité de coemployeur à un dirigeant social**
Observations sous Cass.soc 24 juin 2014, n°10-19.776
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Septembre 2014, n°8, p6
- **Coemploi : la fin des incertitudes ?**
Observations sous Cass.soc 2 juillet 2014, n°13-15.208
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Septembre 2014, n°8, p6
- **Affaire *Molex* : consécration d'une conception stricte du coemploi**
Observations sous Cass.soc 2 juillet 2014, n°13-15.208 à n°13-21.153
JCP éd.G, n°29 – 21 juillet 2014, 848
- **Affaire *Sodimédical* : confirmation du retour à une conception stricte et délimitée du coemploi**
Observations sous Cass.soc 20 mai 2014, n°12-20.527
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Juillet 2014, n°7, p7
- **Fusion-absorption : opposabilité de la créance d'un salarié à la société absorbante en cas d'absorption de la société employeur en redressement judiciaire**
Observations sous Cass.soc 13 mai 2014, n°12-29.012
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Juillet 2014, n°7, p6
- **Transfert du contrat de travail apparent d'un associé de SARL lors d'une cession d'entreprise en redressement judiciaire**
Observations sous Cass.soc 30 avril 2014, n°12-35.219
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Juin 2014, n°6, p7
- **Annulation de la décision d'homologation du PSE en cas de non-respect des règles de consultation des IRP**
Observations sous CAA Marseille 15 avril 2014, n°14MA00387
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Juin 2014, n°6, p7
- **Résiliation judiciaire à la demande d'un salarié protégé et principe de la séparation des pouvoirs**

Observations sous Cass.soc 8 avril 2014, n°13-10.969
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Juin 2014, n°6, p6

- **Recours par voie d'appel en cas de refus de l'AGS de régler une créance figurant sur un relevé des créances salariales**
Observations sous Cass.soc 26 mars 2014, n°12-27.138
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Mai 2014, n°5, p7
- **Détermination du champ matériel de la garantie de l'AGS**
Observations sous Cass.soc 12 février 2014, n°12-29.168
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Mai 2014, n°5, p7
- **Procédure de référé-suspension de l'acte d'homologation administrative du PSE en cas de risque de liquidation judiciaire**
Observations sous CE 21 février 2014, n°374409
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Avril 2014, n°4, p7
- **Extension de la garantie de l'AGS en cas de conversion de la procédure de sauvegarde en redressement judiciaire**
Observations sous Cass.soc 21 janvier 2014, n°12-18.421
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Avril 2014, n°4, p7
- **Encore et toujours l'affaire Metaleurop : principe de l'unicité de l'instance et demandes nouvelles en cause d'appel**
Observations sous Cass.soc 21 janvier 2014, n°12-202.64
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Avril 2014, n°4, p6
- **Principe de la contractualisation du travail à domicile**
Observations sous Cass.soc 12 février 2014, n°12-23.051
JCP éd.G, n°9 – 3 mars 2014, 278
- **PSE mis en place dans une entreprise en liquidation judiciaire : annulation d'une décision d'homologation pour refus de prise en charge du coût de l'expertise-comptable par l'employeur**
Observations sous TA Montreuil 20 décembre 2013, n°1309825-1310102-1311272

L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Mars 2014, n°3, p7

- **Affaire Sodimédical : confirmation du retour à une conception stricte du co-emploi**
Observations sous Cass.soc 18 décembre 2013, n°12-25.686
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Mars 2014, n°3, p6
- **CRP : le non-respect de la procédure de licenciement prévue pendant la période d'observation**
Observations sous Cass.soc 17 décembre 2013, n°12-23726
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Mars 2014, n°3, p6
- **Intervention du juge administratif en cas de contentieux relatif au licenciement collectif pour motif économique dans une entreprise en difficulté**
Observations sous TA Nîmes 6 décembre 2013, n°1302452
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Février 2014, n°2, p7
- **Contrat de travail international : juridiction compétente pour une demande en garantie des salaires**
Observations sous Cass.soc 27 novembre 2013, n°12-20.426
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Février 2014, n°2, p6
- **Les indices caractéristiques du coemploi dans les groupes de sociétés**
Observations sous CA Paris 24 octobre 2013, n°11/12394
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Février 2014, n°2, p5
- **Validité d'une rupture conventionnelle homologuée et irrecevabilité de l'action collective d'un syndicat**
Observations sous Cass.soc 15 janvier 2014, n°12-23.942
JCP éd.G, n°5 – 3 février 2014, 143
- **Pas de réintégration des salariés en cas d'annulation de licenciements prononcés avant le redressement judiciaire**
Observations sous Cass.soc 26 novembre 2013, n°12-19.247 et 12-19.267
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Janvier 2014, n°1, p6

- **Invocation par un tiers de la transaction portant renonciation du salarié à sa réintégration**
Observations sous Cass.soc 20 novembre 2013, n°10-28582
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Janvier 2014, n°1, p6
- **Mise en œuvre d'un accord collectif complétant les dispositions du PSE subordonnée à la conclusion de transactions individuelles**
Observations sous Cass.soc 15 octobre 2013, n°12-22.911
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Décembre 2013, n°11, p6
- **Respect de la procédure conventionnelle de licenciement collectif pour motif économique dans le cadre d'une procédure de redressement judiciaire**
Observations sous Cass.soc 30 septembre 2013, n°12-15.940 à 12-15.943
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Décembre 2013, n°11, p7
- **Point de départ du délai de prescription des actions en paiement du salaire**
Observations sous Cass.soc 25 septembre 2013, n°11-27694
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Décembre 2013, n°11, p7
- **Couverture du préjudice d'anxiété par l'AGS**
Observations sous Cass.soc 25 septembre 2013, n°12-20912 et 12-12.883
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Novembre 2013, n°10, p6
- **Précisions sur les critères d'identification d'une situation de coemploi au sein d'un groupe de sociétés**
Observations sous Cass.soc 25 septembre 2013, n°12-14353
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Novembre 2013, n°10, p7
- **Affaire Continental : condamnation solidaire de la société mère de droit allemand et de sa filiale française en qualité de coemployeurs**
Observations sous Cons.prud'h. Compiègne, 30 août 2013, F12/00162 et s.
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Novembre 2013, n°10, p7

- **Exclusion de la créance résultant de la liquidation d'une astreinte du champ matériel de la garantie AGS**
Observations sous Cass.soc 26 juin 2013, n°12-13.084
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Octobre 2013, n°9, p6
- **Les recours de la CPAM après indemnisation de la victime d'un accident du travail en cas de faute inexcusable de l'employeur ultérieurement mis en procédure collective**
Observations sous Cass.com 18 juin 2013, n°12-19.709
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Octobre 2013, n°9, p7
- **Nature salariale de la créance et preuve de l'existence du contrat de travail**
Observations sous Cass.soc 19 juin 2013, n°12-12.193
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Septembre 2013, n°8, p7
- **Appréciation de l'inscription au compte spécial des dépenses liées au cancer broncho-pulmonaire primitif**
Observations sous Cass.ass.plén 12 juillet 2013, n°11-18.735
JCP éd.G, n°37 – 9 septembre 2013, 938
- **Exercice du droit d'opposition : précisions sur la condition de majorité**
Observations sous Cass.soc 10 juillet 2013, n°12-16.210 et n°12-21.180
JCP éd.G, n°36 – 2 septembre 2013, 912
- **Conclusion d'un contrat de travail et qualification d'acte de gestion courante**
Observations sous Cass.soc 29 mai 2013, n°11-22.834
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Juillet 2013, n°7, p7
- **Fermeture de site : nécessité d'une mise en œuvre des critères d'ordre des licenciements au niveau de l'entreprise**
Observations sous Cass.soc 15 mai 2013, n°11-27.458
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
Juillet 2013, n°7, p7

- **Admission d'une différence de traitement entre syndicats représentatifs prévue par une disposition conventionnelle plus favorable**
Observations sous Cass.soc 29 mai 2013, n°12-26.955
JCP éd.G, n°25 – 17 juin 2013, 708
- **Non-transmission d'une QPC relative au régime de l'obligation de reclassement du salarié licencié dans une entreprise en liquidation judiciaire**
Observations sous Cass.soc 19 avril 2013, n°13-40.006
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er} Juin 2013, n°6, p7
- **Entreprises en difficulté : conformité de l'alinéa 3 de l'article L.1235-10 du Code du travail à la Constitution**
Observations sous Cons.const. 28 mars 2013, n°2013-299, QPC
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er} Mai 2013, n°5, p7
- **Les fonctions supplétives du représentant des salariés dans le cadre de la procédure collective**
Observations sous CA Paris 15 janvier 2013, n°11/02814
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er} Mai 2013, n°5, p7
- **Illicéité de la pratique du « ranking par quotas »**
Observations sous Cass.soc 27 mars 2013, n°11-26.539
JCP éd.G, n°16 – 15 avril 2013, 442
- **Liquidation judiciaire : qualification de co-employeur par la mise en œuvre du critère de la « triple confusion »**
Observations sous Cass.soc 20 février 2013, n°11-19.305
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er} Avril 2013, n°4, p6
- **La non-application du principe d'égalité de traitement aux régimes catégoriels de prévoyance**
Observations sous Cass.soc 13 mars 2013, n°11-20.490 et 11-21.473
JCP éd.G, n°14 – 1^{er} avril 2013, 382
- **Durée de la protection du représentant des salariés dans le cadre d'un redressement judiciaire**
Observations sous Cass.soc 30 janvier 2013, n°11-22.979

L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er} mars 2013, n°3, p7

- **La désignation d'un délégué syndical central ne fait pas obstacle à celle d'un RSS au sein d'un établissement**
Observations sous Cass.soc 13 février 2013, n°12-19.662
JCP éd.G, n°10 – 4 mars 2013, 269
- **Prise d'acte : manquement de l'employeur à son obligation de sécurité de résultat en cas de violences entre salariés**
Observations sous Cass.soc 23 janvier 2013, n°11-18.855
JCP éd.G, n°7 – 11 février 2013, 173
- **QPC sur l'exclusion de la nullité de la procédure de licenciement en l'absence de PSE dans les entreprises en redressement ou liquidation judiciaires**
Observations sous Cass.soc 9 janvier 2013, n°12-40.085, QPC
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er} février 2013, n°2, p7
- **Cumul de mandats de représentant des salariés au sein d'une UES**
Observations sous Cass.soc 5 décembre 2012, n°11-61.183
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er} février 2013, n°2, p7
- **Octroi d'une indemnité d'occupation du domicile à des fins professionnelles**
Observations sous Cass.soc 12 décembre 2012, n°11-20.502
JCP éd.G, n°1-2 – 7 janvier 2013, 27
- **Accord de rupture et transaction : des actes juridiques de nature différente**
Observations sous Cass.soc 5 décembre 2012, n°11-15.471
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er} janvier 2013, n°1, p6
- **Extension de la garantie AGS : précision sur le préjudice spécifique d'anxiété lié à l'exposition à l'amiante**
Observations sous Cass.soc 4 décembre 2012, n°11-26.294
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er} janvier 2013, n°1, p6

- **Admission au passif des créances salariales : substitution de la prescription trentenaire à la prescription quinquennale**
Observations sous Cass.soc 21 novembre 2012, n°11-18.923
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er} janvier 2013, n°1, p5
- **La compétence du bureau de jugement du conseil de prud'hommes en matière de litiges relatifs aux créances salariales**
Observations sous Cass.soc 23 octobre 2012, n°11-15.530
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er} décembre 2012, n°11, p7
- **Sanction du défaut de remise par le mandataire liquidateur de l'attestation d'exposition à l'amiante**
Observations sous Cass.soc 23 octobre 2012, n°11-13.792
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er} décembre 2012, n°11, p7
- **Cumul de la qualité d'associé unique non-gérant et de salarié**
Note sous Cass.soc, 11 juillet 2012, n°11-12161
Bulletin Joly Sociétés, Novembre 2012, n°425, p774
- **Sauf engagement de l'employeur, absence de droit acquis à l'exécution d'astreintes ou d'heures supplémentaires**
Observations sous Cass.soc 10 octobre 2012, n°11-10.454 et Cass.soc 10 octobre 2012, n°11-10.455
JCP éd.G, n°44-45 – 29 octobre 2012, 1177
- **Incompétence du conseil de prud'hommes : absence de désignation de la juridiction compétente pour un litige opposant la demanderesse à un mandataire liquidateur**
Observations sous Cass.soc 13 juin 2012, n°11-13099
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er} septembre 2012, n°8, p7
- **Prise en compte de l'absence consécutive à un accident de trajet pour l'ouverture du droit à congé payé**
Observations sous Cass.soc 3 juillet 2012, n°08-44.834
JCP éd.G, n°35 – 27 août 2012, 902
- **Restriction par le règlement intérieur des droits d'accès de l'employeur aux courriels professionnels**
Observations sous Cass.soc 26 juin 2012, n°11-15.310

- **Validité du plan de sauvegarde de l'emploi et situation difficile de l'entreprise**
Observations sous Cass.soc 5 juin 2012, n°11-10780
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er} juillet 2012, n°7, p7
- **La garantie des créances salariales établies par décision de justice exécutoire**
Observations sous Cass.soc 5 juin 2012, n°11-17673
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er} juillet 2012, n°7, p7
- **Période probatoire : exigence de l'accord exprès du salarié**
Observations sous Cass.soc 16 mai 2012, n°10-24308
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er} juin 2012, n°6, p6
- **Détermination de l'institution de garantie compétente dans l'UE pour le paiement des créances salariales**
Observations sous Cass.soc 11 avril 2012, n°09-68553
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er} juin 2012, n°6, p5
- **Précisions sur la mise en œuvre de la priorité de réembauche applicable en cas de licenciement pour motif économique**
Observations sous Cass.soc 11 avril 2012, n°11-11.037
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er} mai 2012, n°5, p6
- **Plan de cession et respect des engagements pris en matière d'emploi**
Observations sous Cass.soc 14 mars 2012, n°07-44.941
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er} mai 2012, n°5, p6
- **Affaire Moulinex et détermination de l'étendue de la garantie des créances salariales des salariés protégés**
Observations sous Cass.soc 8 février 2012, n°10-12906
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er} avril 2012, n°4, p7
- **De la détermination des créances salariales garanties *ratione temporis***

Observations sous Cass.soc 1^{er} février 2012, n°10-17394
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
avril 2012, n°4, p7

- **Primes de pause et détermination du SMIC**
Observations sous Cass.soc 21 mars 2012, n°10-27.425
JCP éd.G, n°15 – 9 avril 2012, 446
- **Identification de l'employeur et absence de caractérisation du co-emploi entre deux sociétés d'un même groupe**
Note sous Cass.soc, 3 novembre 2011, n°10-17533
Bulletin Joly Sociétés, Avril 2012, n°127, p357
- **Dénonciation d'un usage favorisant la désignation d'un délégué syndical dans une entreprise de moins de 50 salariés**
Observations sous Cass.soc 25 janvier 2012, n°11-14.151
JCP éd.G, n°7 – 13 février 2012, 183
- **Caractérisation d'un trouble manifestement illicite en cas de refus de participation au financement d'un plan de sauvegarde de l'emploi**
Observations sous CA Nîmes 13 décembre 2011, n°11/02640
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
février 2012, n°2, p7
- **La condamnation de l'instrumentalisation du droit des faillites en fraude des droits de l'AGS**
Observations sous CA Versailles 31 octobre 2011, n°10/00578
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
février 2012, n°2, p7
- **Qualification de co-employeur et application des règles de compétence juridictionnelle prévues par le règlement « Bruxelles 1 »**
Note sous Cass.soc 30 novembre 2011, n°10-22.964 à 10-22.985 et 10-22.994
JCP éd.G, n°5 – 30 janvier 2012, p201
- **Qualité de co-employeur et règles de compétence juridictionnelle prévues par le règlement n°44/2001/CE du Conseil du 22 décembre 2000**
Observations sous Cass.soc 30 novembre 2011, n°10-22964

L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er} janvier 2012, n°1, p7

- **Liquidation judiciaire : compétence exclusive du liquidateur pour prononcer les licenciements**
Observations sous Cass.soc 15 novembre 2011, n°10-17015
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er} janvier 2012, n°1, p7
- **Libre choix du délégué syndical central dans les entreprises d'au moins 2 000 salariés**
Observations sous Cass.soc 16 novembre 2011, n°10-28.201
JCP éd.G, n°49 – 5 décembre 2011, 1354
- **Non-transmission d'une QPC relative à l'obligation de reclassement en LJ**
Observations sous Cass.soc 6 octobre 2011, n°11-40056
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er} novembre 2011, n°10, p6
- **Affaire Metaleurop : retour sur la responsabilité de la société mère**
Observations sous Cass.soc 28 septembre 2011, n°10-12885
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er} novembre 2011, n°10, p6
- **Détermination de l'institution de garantie compétente pour le paiement des créances salariales dans un Etat membre de l'UE**
Observations sous Cass.soc 21 septembre 2011, n°08-41512
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er} novembre 2011, n°10, p7
- **Restructurations et transfert des conséquences pécuniaires de la faute inexcusable de l'employeur**
Note sous Cass.civ 2^{ème}, 7 avril 2011, n°09-17.285
Bulletin Joly Sociétés, Novembre 2011, n°449, p931
- **Droit du syndicat non représentatif de bénéficier de l'accès à l'intranet de l'entreprise**
Observations sous Cass.soc 21 septembre 2011, n°10-19.017 et n°10-23.247
JCP éd.G, n°41 – 10 octobre 2011, 1086

- **L'indifférence de la volonté du salarié de quitter l'entreprise en cas de licenciement pour motif économique**
Observations sous Cass.soc 6 juillet 2011, n°09-43130
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er} septembre 2011, n°8, p7
- **La contestation de la désignation ou du remplacement du représentant des salariés**
Observations sous Cass.soc 15 juin 2011, n°10-60392
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er} septembre 2011, n°8, p7
- **Engagements du repreneur intégrés dans le plan de cession et maintien du pouvoir disciplinaire du nouvel employeur**
Observations sous Cass.soc 17 mai 2011, n°09-43003
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er} juillet 2011, n°7, p7
- **La convocation des organes de la procédure collective à l'instance prud'homale en cours**
Note sous Cass.soc 9 mars 2011, n°09-67.312
Revue de Droit du Travail n°6, Juin 2011, p376
- **Périmètre de désignation du délégué syndical**
Observations sous Cass.soc 18 mai 2011, n°10-60.383, FS P+B+R
JCP éd.G, n°24 – 13 juin 2011, 693
- **La non-application de l'article L.1224-1 du Code du travail en cas de reprise de l'entreprise par les salariés**
Observations sous Cass.soc 3 mai 2011, n°09-70813
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er} juin 2011, n°6, p7
- **La convocation des organes de la procédure collective à l'instance prud'homale en cours**
Observations sous Cass.soc 9 mars 2011, n°09-67312
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er} mai 2011, n°5, p7
- **La compétence du conseil de prud'hommes en cas de procédure collective du débiteur franchisé**
Observations sous Cass.soc 9 mars 2011, n°09-42901

L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er} mai 2011, n°5, p7

- **L'application de la directive n°98/59/CE à l'entreprise en état de dissolution/liquidation pour insolvabilité**
Observations sous CJUE 3 mars 2011, n°C-235/10, Claes et a. c/
Landsbanki Luxembourg SA
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er} avril 2011, n°4, p6
- **La validité des licenciements économiques en cas de fermeture définitive et totale d'une entreprise appartenant à un groupe de sociétés**
Observations sous Cass.soc 1^{er} février 2011, n°10.30045
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 3 mars 2011, n°3, p7
- **La caractérisation d'une situation de coemploi et ses effets sur l'appréciation de la cause économique des licenciements**
Observations sous Cass.soc 18 janvier 2011, n°09-69.199
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 3 mars 2011, n°3, p6
- **La compétence de l'AGS en cas de liquidation judiciaire d'une société polynésienne**
Observations sous Cass.soc 5 janvier 2011, n°09-69.035
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er} février 2011, n°2, p7
- **Conditions de désignation du délégué syndical et du représentant de la section syndicale**
Observations sous Cass.soc 14 décembre 2010, n°10-60.221, FS P+B
JCP éd.G, n°3 – 17 janvier 2011, 51
- **Le mode de décompte des suffrages recueillis par une organisation syndicale**
Observations sous Cass.soc 6 janvier 2011, n°10-17.653 et n°10-60.168,
FS P+B+R+I
JCP éd.G, n°3 – 17 janvier 2011, 50
- **Modification de la cadence de travail = changement des conditions de travail**

Note sous Cass.soc 20 octobre 2010, n°08-44.594, n°08-44.595 et n°08-44.596

JCP Social n°1-2, 11 janvier 2011, n°1003, p26

JCP Entreprise et Affaires n°4, 27 janvier 2011, n°1064, p49

- **La conclusion d'un accord d'intéressement ne vaut pas reconnaissance d'une UES**
Note sous Cass.soc 13 octobre 2010, n°09-60473
Bulletin Joly Sociétés n°1, Janvier 2011, n°4, p60
- **L'unité économique et sociale, niveau d'appréciation des conditions d'élaboration du plan de sauvegarde de l'emploi**
Observations sous Cass.soc 16 novembre 2010, n°09-69.485
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er} janvier 2011, n°1, p7
- **Précisions relatives au domaine d'application du superprivilège des salaires**
Observations sous Cass.com 3 novembre 2010, n°09-14.744
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er} janvier 2011, n°1, p6
- **Les conditions de la reconnaissance de la qualité de co-employeurs des membres d'une UES**
Observations sous Cass.soc 28 septembre 2010, n°09-41.243
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er} décembre 2010, n°11, p7
- **Régime de la dénonciation d'un usage d'entreprise**
Observations sous Cass.soc 13 octobre 2010, n°09-13.110
JCP éd.G, n°44 – 1^{er} novembre 2010, 1091
- **Modalités de désignation d'un représentant syndical au comité d'entreprise**
Observations sous Cass.soc 13 octobre 2010, n°09-60.456
JCP éd.G, n°44 – 1^{er} novembre 2010, 1092
- **Reviement de jurisprudence sur le point de départ du statut protecteur du conseiller du salarié**
Observations sous Cass.soc 22 septembre 2010, n°08-45.227
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er} novembre 2010, n°10, p7

- **Le recours à la notion de coemployeur n'est pas sans limites**
Observations sous CA Nîmes 20 juillet 2010, n°10/00846
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
novembre 2010, n°10, p7
- **La prise d'acte de la rupture du contrat de travail en cas d'ouverture d'une procédure collective**
Observations sous Cass.soc 30 juin 2010, n°09-41.456
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
septembre 2010, n°8, p7
- **L'inopposabilité du délai de prescription de douze mois à l'action en contestation de la cause réelle et sérieuse du licenciement économique**
Observations sous Cass.soc 15 juin 2010, n°09-65.062 et n°09-65.064
L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté, lextenso-éditions 1^{er}
septembre 2010, n°8, p7
- **La reconnaissance du harcèlement moral sur une brève période**
Note sous Cass.soc 26 mai 2010, n°08-43.152
Recueil Dalloz n°30, 9 septembre 2010, p1988
- **La notion de « travail de valeur égale »**
Observations sous Cass.soc 6 juillet 2010, n°09-40.021
JCP éd.G, n°35 – 30 août 2010, 850
- **Maternité et rupture du contrat de travail**
Note sous Cass.soc 17 février 2010 (2 arrêts), n°06-41.392 et 08-45.640,
avec Carole Lefranc-Hamoniaux, maître de conférences à la Faculté de
droit et de science politique de Rennes
Recueil Dalloz n°27, 22 juillet 2010, p1771
- **L'appréciation des possibilités de reclassement du salarié licencié pour motif économique**
Observations sous Cass.soc 1^{er} juin 2010, n°09-40.421
JCP éd.G, n°25 – 21 juin 2010, 693
- **Les conditions d'annulation d'un scrutin professionnel depuis l'entrée en vigueur de la loi du 20 août 2008**
Observations sous Cass.soc 10 mars 2010, n°09-60.236
JCP éd.G, n°13 – 29 mars 2010, 355
- **Pas de recours au vote électronique pour l'approbation d'un accord d'entreprise**

Observations sous Cass.soc 27 janvier 2010, n°09-60.240
JCP éd.G, n°7 – 15 février 2010, 187

- **Le contenu de l’avis d’inaptitude médicale au poste de travail**
Observations sous Cass.soc 20 janvier 2010, n°08-45.270
JCP éd.G, n°6 – 8 février 2010, 156

- **FASCICULES DE REPERTOIRE**

- **Travail à domicile et télétravail**
Répertoire Droit du travail, Encyclopédie juridique Dalloz (43p).
Octobre 2013
- **Corruption de salariés**
Répertoire Droit du travail, Encyclopédie juridique Dalloz (15p).
Janvier 2002

COMMUNICATIONS LORS DE COLLOQUES

- **COLLOQUES AVEC PUBLICATION D’ACTES**

- **Le contrat de travail après les ordonnances du 22 septembre 2017**
Colloque « Perspectives d’avenir du droit du travail depuis les ordonnances du 22 septembre 2017 », ISSTO – Direccte Bretagne
Université de Rennes 2, Campus Villejean (29 novembre 2018)
- **Des différences entre les droits du travail et de la fonction publique en matière d’inaptitude**
Colloque « Santé-Travail, Les autorités médicales en questions » sous la direction de M. Del Sol, Professeur à l’Université de Rennes 1, MSHB – IODE (UMR CNRS 6262-Université de Rennes 1)
MSHB, EHESP, Rennes (28 novembre 2014)
- **TIC, santé et sécurité au travail**

Colloque international « La santé au travail à l'épreuve des nouveaux risques » sous la direction de F.Douguet et N.Dedessus-Le-Moustier, Maîtres de conférences à l'Université de Bretagne-Sud, LESTIC-IREA (EA 4251)

MSHB, Université de Bretagne-Sud, Lorient (9-10 octobre 2008)

○ **Les aspects juridiques de l'utilisation du téléphone portable dans l'entreprise privée**

Colloque organisé par le GIS Marsouin consacré au projet « Mobilité, autonomie, contrôle » (sous la direction de A.Blandin, Professeur à TELECOM Bretagne (LUSSI), CEDRE-IODE (Institut de l'Ouest : Droit et Europe – UMR CNRS 6262).

Trégastel (11 mai 2006)

▪ **COLLOQUES SANS PUBLICATION D'ACTES**

○ **Le juge face aux travailleurs de plateformes**

Colloque « Transformations sociales, de l'emploi et du système de protection sociale » organisé par l'IODE, ISSTO, IRES
Université de Rennes I – Lundi 20 mai 2019

○ **Les enjeux du droit à l'oubli pour le salarié**

Colloque « Le droit à l'oubli numérique – Enjeux et perspectives » organisé par l'IODE (Institut de l'Ouest : Droit et Europe – UMR CNRS 6262)

Université de Rennes I - Vendredi 6 Mars 2015

○ **Le coemploi : A la recherche d'un employeur ou d'un payeur**

Colloque organisé par Avosial
HEAD - Paris (25 juin 2013)

○ **La prise en compte de la dimension sociale dans l'entreprise en difficulté**

Colloque organisé par l'Institut français des praticiens des procédures collectives (IFPPC) – 4^{ème} compagnie régionale – Cours d'appel de Rennes et Angers

Rennes (12 avril 2012)

○ **Le contexte légal de la lutte contre les discriminations**

Colloque organisé par le tribunal de grande instance de Lorient sous la direction du Procureur de la république J-P.Picca consacré à « La lutte contre les discriminations »

Tribunal de grande instance de Lorient (6 juin 2008)

- **Les droits et obligations de l'employeur en matière de temps de travail**

Colloque organisé par la FDCuma 56 (Fédération départementale des coopératives d'utilisation de matériel agricole) consacré aux « 35 heures et organisation du travail »

Chambre d'agriculture du Morbihan, Vannes (19 février 2002)

- **Les responsabilités engagées lors d'accidents du travail**

Colloque organisé par la MSA (Mutualité sociale agricole) du Morbihan consacré à « La prévention des risques professionnels en Cuma »

MSA du Morbihan, Vannes, (15 décembre 2000)

CONFERENCES

- **La liberté religieuse en entreprise**

Conférence et table ronde

Faculté de droit et de science politique de Rennes (9 mars 2012)

- **Ethique, gouvernance et entreprise**

TELECOM Bretagne, Rennes (3 février 2010)

- **L'évaluation des salariés : le point de vue du juriste**

Conférence-débat

Les Mardis de la Recherche, Université de Bretagne-Sud, Lorient (3 novembre 2009)

- **La lutte contre les discriminations par la mobilisation du droit interne et du droit communautaire**

Conférence et table ronde

Tribunal de Grande Instance de Lorient (25 février 2009)

- **Chartes d'éthique et dispositifs d'alerte professionnelle**

TELECOM Bretagne, Rennes (22 février 2008)

- **Le télétravail**

TELECOM Bretagne, Rennes (13 mars 2007)

- **La prévention des risques professionnels**
Cycle de conférences sur la notion de risque
Association Lanjuinais
Faculté de Droit et de Science politique de Rennes (27 mars 2003)
- **La responsabilité de la Cuma en cas d'accident du travail**
Commission Emploi 56
Chambre d'agriculture du Morbihan, Vannes (4 février 2003)
- **La responsabilité pénale de l'employeur**
Journée Entreprises
Université de Bretagne-Sud, Vannes (16 octobre 2001)
- **Les clauses sensibles du contrat de travail**
Ecole nationale supérieure des Télécommunications de Bretagne
Rennes (29 octobre 1998)
- **La loi d'amnistie du 3 août 1995, ses incidences pénales et sociales**
CRFPA, Ordre des avocats de la Cour d'appel de Rennes (23 septembre 1995)

PARTICIPATION A DES CONTRATS DE RECHERCHE

- ***Le droit à l'oubli*** sous la direction de M.Boizard, Maître de conférences HDR à la faculté de droit et de science politique de Rennes, IODE (Institut de l'Ouest : Droit et Europe – UMR CNRS 6262).
Appel à projet Mission de recherche Droit et Justice (Ministère de la justice et CNRS), Etude pluridisciplinaire – Entretiens – Enquête – Séminaire – Colloque, Janvier 2012 – Mars 2015.
- ***Les notions médico-légales du droit social*** sous la direction de M.Del Sol, Professeur à la faculté de droit et de science politique de Rennes, Co-responsable de l'axe « Santé, travail et protection sociale » IODE (Institut de l'Ouest : Droit et Europe – UMR CNRS 6262).
Programme scientifique MSHB « Sociétés et santé », Etude documentaire juridique – Entretiens – Enquête – Séminaire, Janvier 2012 – Décembre 2014.

- ***Réseaux sociaux et droit*** sous la direction de A.Blandin, Professeur à TELECOM Bretagne (LUSSI), CEDRE-IODE (Institut de l'Ouest : Droit et Europe – UMR CNRS 6262).
Projet URSO, Etude scientifique menée par Télécom Bretagne, Juin 2011.
- ***Les aspects juridiques de l'utilisation du téléphone portable dans l'entreprise privée***, pp.95-117, in « L'usage du téléphone portable par les cadres en milieu professionnel : approche socio-juridique » sous la direction de A.Blandin, Professeur à TELECOM Bretagne (LUSSI), CEDRE-IODE (Institut de l'Ouest : Droit et Europe – UMR CNRS 6262). Rapport scientifique, Projet MAC (Mobilité, autonomie, contrôle) 2005/2006, GIS Marsouin (Université de Rennes I (CEDRE-IODE), Université de Rennes II (LESSOR), ENSTBretagne (LUSSI), Université de Bretagne-Sud (IREJE)
Avril 2006

ATELIERS DE RECHERCHE

- **Les manifestations du droit à l'oubli en droit du travail**
Présentation au workshop intitulé « Le droit à l'oubli : bilan et perspective » sous la direction de Maryline Boizard, Maître de conférences HDR à la faculté de droit et de science politique de Rennes (IODE)
Université de Rennes I (15 mars 2013)
- **Les PME européennes au soutien de l'emploi**
Présentation au workshop intitulé « Les PME européennes » sous la direction de S.Clavel, Professeur à l'Université de Bretagne-Sud (IREJE)
Université de Bretagne-Sud (9 mars 2006)

DIRECTION DE RECHERCHES

Encadrement de mémoires (50 à 80 pages) et directions d'études (30 à 40 pages) dans le cadre de diplômes de troisième cycle (DEA de Droit privé, DESS Droit des PME, Master Droit et Gestion de l'entreprise, Master Droit des affaires et des nouvelles technologies, Master Droit des affaires, Master Droit du travail et de la Protection sociale, Master Droit-Santé-Ethique) :

- Le droit de retrait d'une situation de travail

- La rupture conventionnelle du contrat de travail
- L'utilisation abusive d'internet
- La négociation dérogatoire
- Télé réalité et contrat de travail
- Maladie et préavis de licenciement
- La réforme de la médecine du travail
- La représentativité des syndicats
- Les accords majoritaires
- La renégociation d'un accord d'entreprise sur le temps de travail
- L'organisation des élections professionnelles
- Les accords de mobilité
- Le coemploi
- Le PSE négocié
- L'homologation du PSE
- Licenciements pour motif économique et procédures collectives
- Droit social et responsabilité au sein des groupes de sociétés
- L'obligation d'information des salariés en cas de cession d'une PME

Encadrement de thèses de doctorat :

- Le droit de grève dans le secteur des transports terrestres réguliers de voyageurs
- Les impacts sociaux des restructurations d'entreprises transnationales

3. ACTIVITES PEDAGOGIQUES

3.1. DOMAINES D'ENSEIGNEMENT

3.1.1. COURS MAGISTRAUX

3.1.1.1. Dans le champ du droit social

Droit du travail (Droit des relations individuelles – Droit des relations collectives)

Introduction au droit social

Les clauses du contrat de travail

Droit disciplinaire

Travail à temps partiel

La rémunération

Droit du licenciement

Droit des restructurations

Droit syndical

Droit de la négociation collective

Contentieux prud'homal

Restructurations en droit social

3.1.1.2. Hors champ du droit social

Droit des affaires

Droit des entreprises en difficulté

Droit des contrats spéciaux

Droit des sûretés

Droit judiciaire privé

Droit du commerce international

Contrats internationaux

3.1.2. TRAVAUX DIRIGES

3.1.2.1 Dans le champ du droit social

Droit du travail (Droit des relations individuelles – Droit des relations collectives)

3.1.2.2 Hors champ du droit social

Droit des obligations

Droit civil des biens

Contrats civils

Droit des sûretés

Droit judiciaire privé

3.2. FORMATIONS DANS LESQUELLES CES ENSEIGNEMENTS ONT ETE OU SONT DISPENSES

3.2.1. FORMATIONS JURIDIQUES

- **Formation initiale**

- Master 2 Droit du travail et de la protection sociale (Université Rennes 1)
- Master 2 Droit des affaires (Université Rennes 1)
- Master 2 Droit privé général (Université de Rennes 1)
- Master 2 Droit, Santé, Ethique (Université Rennes 1)
- Master 2 Droit des entreprises en difficulté (Université Paris I)
- Master 2 Droit des affaires (Université de Nantes)
- Master 2 Droit des affaires et des nouvelles technologies (Université Bretagne-Sud)
- Master 2 Ressources humaines (Université Bretagne-Sud)
- Master 1 Droit social (Université Rennes 1)
- Master 1 IEP Rennes
- Master 1 Droit privé (Université Bretagne-Sud)
- Licence en droit – L.3 (Université Rennes 1)
- Licence en droit – L.3 (Université Bretagne-Sud)
- Licence en droit – L.2 – Parcours d'excellence (Université de Rennes 1)
- Licence en droit – L.2 (Université Bretagne-Sud)
- Capacité en droit – 2^{ème} année (Université Bretagne-Sud)

- **Formation continue**

- Master 2 Droit du travail et de la protection sociale (Université Rennes 1)
- Master 2 Structures et Relations juridiques de l'entreprise (Université Rennes 1)
- Master 1 Droit social FOAD (Université Rennes 1)
- DU Droit du travail (Université Rennes 1)
- Formation conseillers prud'hommes – Institut du travail (Université Bordeaux IV)
- Formation délégués syndicaux – ISSTO (Université Rennes 2)

- Formation conseillers prud'hommes – ISSTO (Université Rennes 2)
- Formation Avocats (Rennes, La Roche-sur-Yon, Les Sables-d'Olonne)

3.2.2. FORMATIONS NON JURIDIQUES

- Master 2 – Management des ressources humaines – Spécialité GRH (IGR – Université Rennes 1)
- Master 2 – Comptabilité-Contrôle-Audit (IGR – Université de Rennes 1)
- Mastère spécialisé Ingénieur d'affaires européen – IMT Atlantique – TELECOM Bretagne – Mines (Rennes)
- Mastère spécialisé Réseaux et systèmes d'information multimédia – IMT Atlantique – TELECOM Bretagne – Mines (Rennes)
- Master 2 Responsable Développement à l'international (Université Bretagne-Sud)
- Licence professionnelle Assistant Export trilingue (Université Bretagne-Sud)
- IP (Intensive Program) Traduction juridique – Introduction aux juridictions et procédures en Europe (Université Bretagne-Sud)

4. ACTIVITES D'ADMINISTRATION ET AUTRES RESPONSABILITES

4.1. RESPONSABILITES ADMINISTRATIVES LIEES A L'ENSEIGNEMENT

4.1.1. PARTICIPATION A LA CREATION DE FORMATIONS

- Master 2 Structures et Relations juridiques de l'entreprise (2011 / Université de Rennes 1)
- Master 2 Droit des affaires et des nouvelles technologies (2008 / Université Bretagne-Sud)
- Master 2 Droit et Gestion de l'entreprise (2005 / Université Bretagne-Sud)
- Master 1 Droit privé (2008 / Université Bretagne-Sud)
- Maîtrise Droit des affaires et Carrières judiciaires (1998 / Université Bretagne-Sud)

4.1.2. RESPONSABILITES PEDAGOGIQUES

- **Niveau Master**

- Directeur du Master 2 Droit du travail et de la protection sociale à l'Université de Rennes 1 (depuis 2011)
- Directeur du Master 2 Droit des affaires et des nouvelles technologies à l'Université de Bretagne-Sud (2008-2010)
- Directeur du Master 2 Droit et Gestion de l'entreprise à l'Université de Bretagne-Sud (2005-2008)
- Responsable des Maîtrises Droit des affaires et Carrières judiciaires à l'Université de Bretagne-Sud (1999-2003)

- **Niveau Licence**

- Responsable C2i à la Faculté de droit et de science politique de Rennes (2010-2015)

- Responsable Licence en droit à l'Université de Bretagne-Sud (1998-1999)

4.2. RESPONSABILITES ADMINISTRATIVES LIEES A LA RECHERCHE

- Membre du comité d'organisation du colloque labellisé MSH « La santé au travail à l'épreuve des nouveaux risques » (Lorient, 9-10 octobre 2008)

4.3. AUTRES RESPONSABILITES

4.3.1. **DANS LE CADRE UNIVERSITAIRE**

- **Responsabilités au sein de l'Université de Rennes I**

- Membre de la commission informatique Campus centre (depuis 2012)

- Membre du Directoire de la Faculté de droit et de science politique de Rennes - Responsable de la Formation continue (2013 - 2018)

- **Responsabilités au sein de l'Université de Bretagne-Sud**

- Membre élu du conseil d'administration de l'Université de Bretagne-Sud (2004-2010)

- Membre de la commission de discipline de l'Université de Bretagne-Sud (2005-2010)

- **Responsabilités au sein de l'UFR Droit, Sciences Economiques et de Gestion (Université Bretagne-Sud)**

- Directeur du Département Droit (1999-2003)

- Membre de la commission d'équivalences et de dérogations (2003-2008)
- Membre de l'équipe pédagogique de tutorat d'accompagnement des étudiants de première année de Droit (2006 – 2010)
- Membre du comité d'organisation de la journée « Trajectoires » dans le cadre du Printemps des entreprises (2009 – 2010)

- **Comités de sélection**

- Membre du Comité de sélection de l'UFR Droit, Sciences Economiques et de Gestion de l'Université de Bretagne-Sud (depuis 2009)
- Membre du Comité de sélection – section CNU n°01 – de la Faculté de droit et de science politique de Rennes (depuis 2009)
- Membre du Comité de sélection – section CNU n°01 – de la Faculté de droit et des sciences politiques de Nantes (depuis 2010)

- **Commissions de spécialistes**

- Membre de la Commission de spécialistes de l'UFR Droit, Sciences Economiques et de Gestion de l'Université de Bretagne-Sud (1998-2008)
- Membre de la Commission de spécialistes – section CNU n°01 – de la Faculté de droit et de science politique de Rennes (2005-2008)

4.3.2. HORS CADRE UNIVERSITAIRE

- Présidence de jury des épreuves orales et correction des épreuves écrites de droit social du CAPA au sein de l'Ecole Des Avocats du Grand Ouest (depuis 2009)
- Présidence du Jury CAPA – Ecole Des Avocats du Grand Ouest (depuis 2016)
- Membre du jury de spécialisation en Droit du travail – Conseil National des Barreaux (depuis 2013)

